

CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

Chers amis,

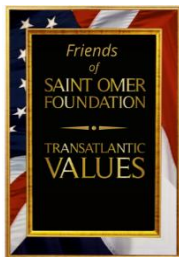
Bienvenue à cette première conférence du cycle « Carroll » autour de l'indépendance américaine et d'« America250 ». Un cycle de cinq conférences dont le fil rouge est constitué de ces valeurs communes et de leur définition autour de la liberté, du bien commun et de l'humanisme. En effet, par exemple, la liberté pose aujourd'hui des questions, puisque la liberté, pour nous, c'est simple. Mais il y a des dérapages : le libertarisme, courant libertarien qui n'est pas exactement le même concept. Ainsi, autour de l'indépendance, il s'agit de comprendre quelles sont les valeurs portées par cette révolution, y compris la dimension de l'amitié franco-américaine. Une amitié est une histoire qui sublime parfois les réalités. L'histoire des Carroll et celle de notre participation à l'indépendance peuvent nous inspirer selon deux axes : de l'exclusion à l'inclusion — quitter l'Amérique sans droits civiques et devenir Père fondateur : Guillaume Pruvost nous expliquera ce cheminement. Le second axe, lui aussi porteur d'enseignements, est le passage de l'inimitié à l'amitié. En effet, le parcours de la construction de l'amitié ne commence pas forcément par un coup de foudre et, avec le temps, d'autres priorités peuvent défier cette amitié. Émilie Mitran va nous présenter la genèse du dialogue entre Américains et Français : nous étions d'abord ennemis (la guerre de Sept Ans se terminant en 1763 et G. Washington passant pour avoir assassiné un officier français !), puis des intérêts et des ennemis communs nous ont rapprochés, pour transformer cette relation en amitié par la vertu d'une utopie universelle commune : la liberté, inspirée pour nous par les Lumières et exportée par La Fayette. Cette amitié a aussi été confrontée à d'autres crises : 1870, 1917, 1941, pour finalement s'enraciner dans nos cultures communes, qui doivent continuer à porter des fruits.

Nous commençons aujourd'hui avec Guillaume Pruvost, récent docteur en histoire de l'Université de la Côte d'Opale et dont la thèse, soutenue brillamment sur Charles Carroll, a été subventionnée par la fondation. Et puis, Émilie Mitran qui, après son livre qu'elle nous avait présenté sur Gouverneur Morris, vient de publier un second ouvrage sur les Américains en France pendant la période de l'indépendance. Un réel défi de société : convaincre une monarchie de soutenir une révolution contre une autre monarchie !

Guillaume Pruvost :

Tout d'abord, merci Édouard pour le soutien global apporté à tous ceux qui souhaitent faire vivre la mémoire audomaroise au-delà des frontières du Pas-de-Calais, ainsi que pour le soutien de la Fondation sur toute la partie académique de ces recherches. En termes de chronologie, Émilie a écrit son livre *Les Américains en France 1776-1792*. Mais Charles Carroll n'était plus en France en 1776. Il était en Amérique, en train de faire l'histoire, sans probablement s'en rendre compte lui-même. Il a séjourné en France entre 1748 et 1759. Imaginez-vous à la place de ce jeune garçon de 11 ans sur un voilier, en train de traverser l'Atlantique contre vents et marées pour aller étudier dans un pays que vous ne connaissez pas, dans une langue que vous ne maîtrisez pas (même si le collège était anglais), et de prendre tous ces risques pour pouvoir étudier selon votre foi.

Mettez-vous à la place de ce père qui envoie son fils unique de l'autre côté de l'Atlantique à 11 ans, en se disant que c'était la meilleure solution pour la famille à une époque où, évidemment, il n'y avait ni Zoom, ni téléphones portables, ni cette instantanéité des messages qui nous permet aujourd'hui de s'écrire depuis l'autre bout du monde et d'obtenir une réponse immédiate. Prenaient des courriers



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

prenaient plusieurs semaines — au minimum six semaines, voire plus. Et évidemment, il y avait tous les risques que cela comportait.

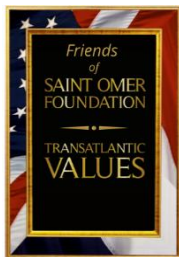
C'est dire si envoyer son enfant à Saint-Omer était capital pour la famille Carroll, puisqu'évidemment, elle était catholique. Et à cette époque-là, étudier selon sa foi en Amérique était interdit aux catholiques. Il fallait donc à la fois perpétuer une tradition, puisque la famille Carroll avait traditionnellement étudié au Collège des jésuites anglais de Saint-Omer, mais également faire en sorte de former suffisamment bien l'héritier de la famille pour que celui-ci puisse reprendre les nombreuses plantations et s'intégrer dans la haute société du Maryland. En effet, les Carroll, bien que catholiques, n'en étaient pas exclus. Ils faisaient partie d'un cercle restreint de personnes très riches qui, par leur fortune, pouvaient influencer sur les décisions de la province sans toutefois pouvoir y voter ni y prendre part, restant toujours à la merci d'une application stricte de la loi anglaise qui prévoyait notamment la confiscation des terres des catholiques. Voilà un peu pour le contexte du pourquoi du comment Charles Carroll se retrouve à 11 ans à Saint-Omer avec notamment son cousin John et d'autres élèves du Maryland, formant un groupe qu'ils appelaient entre eux les *Marylandians*. Et cela est important à noter parce qu'ils étaient dans un collège anglais, tenu par des jésuites anglais ; ils parlaient donc anglais ou latin, évidemment, mais ils ne s'identifiaient pas aux Anglais. Ils étaient déjà des enfants de l'Amérique et déjà des *Marylandians*.

Et pourquoi est-ce important dans l'histoire de Charles Carroll ? C'est parce que toute sa vie, en tout cas jusqu'à l'indépendance, Carroll va être un étranger. C'est-à-dire qu'il va être un catholique en Amérique, mais aussi un enfant du Maryland en France. Il sera un catholique en Angleterre lorsqu'il ira y étudier. Il aura toujours cette extranéité, ce sentiment de ne jamais être au cœur des choses, qui va à la fois forger son caractère et structurer sa pensée politique.

Et donc, cela commence dès Saint-Omer avec les enfants du Maryland, où son père, avec qui il échange régulièrement par lettres interposées, lui dit de bien resserrer les liens avec les autres enfants du Maryland et surtout d'écouter son maître John Jenison, qui suit la classe de Charles Carroll pendant plusieurs années car, contrairement à d'autres collèges jésuites, les Anglais avaient décidé que le maître en charge d'une classe la suivrait pendant tout son cursus. Cela permet à Charles Carroll d'évoluer dans un environnement lointain de chez lui, mais cloisonné.

Et cloisonné, pourquoi ? Parce que son père souhaitait absolument contrôler l'éducation de son enfant. C'était son fils unique, son héritier, et il ne souhaitait pas prendre de risques inconsidérés en l'envoyant à l'étranger là où il pourrait être davantage influencé par le milieu où il évoluait que par les consignes paternelles. Même s'il y a toutes les lettres et la pression que l'on peut maintenir par courrier, cela ne reste qu'une pression très lointaine. Il subissait aussi un autre type de pression : le fait d'être né hors mariage.

Aujourd'hui, de nombreux enfants naissent hors mariage. À l'époque, c'était un peu plus problématique. Cet état de fait permettait à Charles Carroll of Annapolis, le père du signataire, de lui dire en substance : « Si tu ne fais pas ce que je te dis, tu n'auras pas d'héritage. Accomplis tes études correctement, prouve que tu es un héritier qui en vaut la chandelle et je pourrai reconsidérer la situation ». Et d'ailleurs, il n'y a pas d'ambiguïté, puisque les deux en échantent par lettres, le fils disant : « J'espère être à la hauteur de tes attentes ».



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

Le père lui répond : « Ne me déçois pas, écoute bien ton tuteur », qui était son cousin, un jésuite et un Carroll également. Cela permet de guider le fils dans ses étapes françaises à Saint-Omer, puis à Reims, à Paris, à Bourges, avant de partir pour Londres. Voilà un peu le contexte dans lequel arrive Charles Carroll.

Il est dans un isolat. Les jésuites évoluent très peu en dehors de la ville avec les élèves. Les professeurs, eux, échangent avec la cité. Ils achètent, ils font tourner la ville économiquement, à tel point que lorsqu'ils se feront expulser, les magistrats de Saint-Omer s'en plaindront en disant que c'était dommage car les jésuites dépensaient beaucoup d'argent dans la ville. En revanche, les élèves ne sortaient que très peu. Ils disposaient d'une maison de campagne à quelques kilomètres du collège où ils se rendaient le week-end, mais sinon ils restaient au sein de l'établissement, puisque ce collège disposait de tous les aménagements nécessaires pour que les élèves puissent y vivre sans en sortir. Cela permettait également aux jésuites de leur inculquer les valeurs nécessaires selon eux pour évoluer ensuite dans la société, et notamment des valeurs que l'on qualifiera plus tard de libérales, avec tout ce qui concerne le bien commun via Cicéron, l'art oratoire et l'art du débat. Ces outils serviront dans les années à venir à Charles Carroll, qui s'en rappellera très bien. S'y ajoutait une grande rigueur, puisque les journées commençaient à 5h du matin par le réveil, et le dimanche, ils avaient droit à une grasse matinée puisqu'ils se levaient à 5h30. Voilà l'influence des jésuites sur le tout début de l'éducation de Charles Carroll.

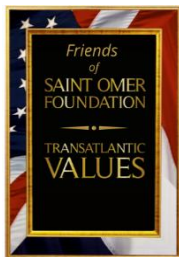
Quand il se rendra à Reims, il intégrera un collège jésuite français où il restera une année. À Paris, il étudiera au collège jésuite Louis-le-Grand. Puis à Bourges, lorsqu'il étudiera le droit civil, il sera dans une ville qui a longtemps été sous influence jésuite, avec un professeur lui-même proche de l'Ordre. Cette situation n'est pas anodine, car c'est bien son père qui lui conseille ce choix d'établissements jésuites, parce que dans le Maryland, les représentants du culte catholique sont, pour la grande majorité, des jésuites.

Et donc, il y a ce double jeu entre l'Amérique et l'Europe où les jésuites participent à l'éducation de ces enfants américains tandis que, de l'autre côté, les familles financent à la fois cette éducation et le culte, la plupart du temps privé. De Saint-Omer à Reims, le passage se fait de façon très difficile pour Charles Carroll père, puisqu'il souhaitait envoyer son fils étudier à La Flèche. Courant 1754, pour des raisons que l'on ignore, cela ne s'est pas fait.

Il s'est retrouvé à Reims où il n'est resté qu'une année. Charles commence déjà à avoir le mal du pays. Il commence à demander à son père quand il va rentrer, et si le séjour peut être raccourci. Il faut s'imaginer : il a 15 ans et a déjà passé 5 ans à l'étranger, dont quatre ans à Saint-Omer. Il commence à trouver le temps long. Mais pour son père, ce n'est que le début.

En effet, il y a tout un cursus à suivre pour aller vers l'étude du droit aux *Inns of Court* de Londres, puisque son père souhaitait qu'il devienne juriste : être juriste, c'est avoir un œil indépendant sur les affaires, sans dépendre d'un conseil à coup sûr protestant et qui pourrait éventuellement mal optimiser les intérêts de la famille. C'était la seule façon pour des catholiques de se maintenir dans l'aristocratie de la province.

Ainsi, maîtriser les affaires, c'est maîtriser le droit, et donc garantir son indépendance. Reims n'est qu'une étape. L'étape suivante sera Paris, au collège Louis-le-Grand, marquant le début de l'ouverture au monde, puisqu'il ne pouvait pas rester éternellement dans l'isolat de Saint-Omer.



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

À Paris, toujours dans un environnement jésuite, il commence à découvrir un peu la vie en dehors du collège, mais reste toujours encadré, puisque le père appliquait un contrôle strict des finances. C'est à cette époque que son père est venu lui rendre visite, en 1757, à Paris. Cela pour plusieurs raisons : la première était de vérifier s'il devenait un héritier à la hauteur ; la seconde était de négocier avec le gouvernement français un déplacement de ses terres du Maryland vers la Louisiane catholique, puisqu'à cette époque-là, il y avait un regain de tensions anticatholiques dans le Maryland et qu'il souhaitait fuir sa province pour la Louisiane. Mais cela ne s'est pas fait. En revanche, ce qui a fonctionné, c'est de revoir enfin son fils et de constater qu'il était sur le bon chemin.

Ainsi convaincu, le père s'est marié avec la mère à son retour, légitimant son fils et sécurisant son patrimoine. Cela a eu un effet inverse sur Charles, réactivant ses liens avec l'Amérique et son envie de rentrer à la maison. Ce furent des moments difficiles, puisqu'il ne vit son père que quelques jours.

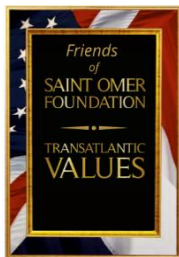
En le quittant, son père lui dit : « Toi, tu restes encore, puisque tu as encore quelques étapes à franchir avant de rentrer en Amérique ». Il n'avait pas revu sa mère depuis son départ. D'ailleurs, il ne la reverra jamais puisqu'elle est morte pendant son séjour européen. À travers cette formation, son père n'a jamais voulu faire de lui un homme européen, mais seulement lui permettre d'acquérir une éducation et une culture politique européennes, ainsi que des liens philosophiques avec l'Europe et le monde des Anciens, puisque les jésuites faisaient le pont entre les Anciens et les Modernes. Il n'a jamais souhaité que son fils s'européanise au point de vouloir rester en Europe.

Saint-Omer a posé les fondations : l'éducation jésuite, la rigueur, la pensée politique, les études classiques. Il a été profondément marqué par Cicéron, dont il revendiquera quasiment l'héritage lors de ses futurs débats en Amérique. Bourges est la deuxième étape. Pourquoi ? Parce que, pour la première fois de sa vie, il plonge le nez dans des livres de droit. Mais il se rendra vite compte que, malgré la volonté paternelle, cela ne l'attirait pas. D'où, plus tard en Angleterre, quelques tensions avec son père et la suspension de ses études juridiques.

Il y découvre alors aussi la vie mondaine et la vie extérieure : il commence à jouer, à danser, à rencontrer des femmes. Ce qui engendre également pour le père un peu plus d'inquiétude et la transmission de nouveaux conseils : garder ses distances, surtout en présence d'une femme, et faire en sorte qu'il y ait quelqu'un d'autre, si possible un homme !

Dans cette période, il découvre la France. Il fait un tour du sud du pays, visitant toutes les places protestantes qui ont été réduites au moment des guerres de religion. Cela va le marquer et faire germer en lui l'idée que la liberté religieuse est la première des libertés. Ce voyage en France est important parce qu'il conduit à opposer le fils au père : lorsque ce dernier disait : « Je veux déménager en Louisiane catholique », le fils répondait : « Je préfère la tyrannie religieuse (sous-entendue anglaise) et être un "martyr catholique" dans un pays protestant, plutôt que la tyrannie civile française ». En effet, pour les Anglo-Saxons, la France n'était pas un pays de liberté. Cela corrobore et se relie à ce que disait Édouard : on est alors en pleine guerre de Sept Ans, et les Carroll s'identifient aux Anglais, à la mère patrie britannique.

Malgré la francophilie des Carroll, Charles a appris le français non pas à Saint-Omer, mais à Paris. Malgré les onze ans passés en France, il s'identifie... aux Anglais, tout comme son père qui dit « nous » quand il parle des Britanniques, et qui parle des Français comme de l'ennemi. Et pourtant, Charles vit en France.



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

Ce qui va d'ailleurs rendre sa traversée de la Manche un petit peu plus difficile. En effet, lorsqu'ils arrivaient de Saint-Omer, les enfants portaient du Maryland, passaient par Londres, puis arrivaient dans le nord de la France en transitant soit par Calais, soit par Boulogne-sur-Mer. Dans le cas de Charles, ce fut plutôt Boulogne-sur-Mer. Lorsqu'il est reparti en Angleterre en 1759, il a dû cette fois passer par ce qui est aujourd'hui la Belgique et les Pays-Bas pour pouvoir rallier Douvres, puisqu'il ne pouvait pas traverser directement depuis la France, c'était trop dangereux. Il a bénéficié d'ailleurs des réseaux jésuites.

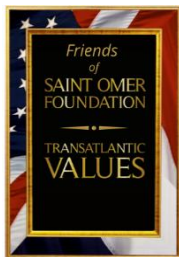
Fermons la parenthèse pour finir sur le séjour français de Charles Carroll : Bourges a vraiment été un élément fondateur de sa pensée politique et personnelle, puisqu'elle lui a fait voir qu'il était un homme foncièrement anglo-saxon dans sa façon de penser et dans son approche de la politique. Mais il réalisait que sa priorité allait devenir la défense de la liberté religieuse. Cela a façonné sa pensée autour de l'équilibre entre liberté politique et religieuse, mais aussi autour de la défense de la propriété, avec une approche faite de modération pour construire des consensus. C'est cette qualité qui lui permettra, à son retour, de sortir de l'exclusion et de participer directement à la construction d'une Amérique indépendante qui se voulait exemplaire. En effet, il rentre en Amérique en 1765, en pleine crise du *Stamp Act* (la taxe sur le timbre), dans laquelle il prendra position courageusement de manière privée mais déterminante, crédibilisant aux yeux de tous sa potentielle capacité politique. Celle-ci sera confirmée en 1773 par son élection au Congrès américain, puis à la présidence du Sénat du Maryland. Il aura su ainsi s'affirmer dans une querelle locale du Maryland pour transposer ensuite ces mêmes principes et valeurs dans un combat d'une autre ampleur : celui des fondamentaux justifiant l'indépendance américaine. Mais ça, c'est un débat pour un autre jour.

EFL : Merci. Merci Guillaume. D'ailleurs, dans une autre conférence, on va justement traiter de la transformation de Charles Carroll dans le Maryland. Comment, en tant qu'exclu à son arrivée, il a pu, grâce à son éducation, se faire reconnaître comme un citoyen capable de participer à la transformation de son pays. Guillaume parlait de l'importance de la liberté religieuse ; c'est intéressant car pour ceux qui vont aller au Maryland, dans le *Carroll County*, vous verrez des écriteaux en bord de route indiquant : « *Religious Freedom* ».

On vient donc de découvrir un Américain étudiant en France. Maintenant, avec Émilie, on va analyser un autre aspect : celui d'Américains venus en France non pour se former, mais pour chercher de l'aide, convaincre et, *in fine*, bâtir une amitié avec les Français à travers l'épopée de l'indépendance. Une indépendance qui, dans la réalité historique, n'aurait pu avoir lieu sans l'appui financier et militaire français.

Émilie MITRAN :

Je souhaitais précisément rebondir sur cette transition de l'inimitié à l'amitié. Pour ma part, la thèse que je développe dans mon ouvrage s'articule plutôt autour du passage de l'inimitié vers une *rhétorique* de l'amitié. J'apporte ainsi une nuance qu'il est important de souligner : mon analyse de ces relations bilatérales ne va pas jusqu'à postuler une amitié authentique. Bien que ce point puisse évidemment prêter à débat, j'y perçois davantage une posture discursive qu'une amitié réelle s'installant au fil de ces années. Comment, dès lors, expliquer l'évolution de cette relation ? Nous l'avons évoqué précédemment en introduction. Lorsque nous, Français, songeons aux fondements de l'idéal américain, nous pensons spontanément à l'Europe des Lumières et à l'influence qu'elle a pu exercer sur les grands principes fondateurs des États-Unis. La France est alors perçue comme la nation



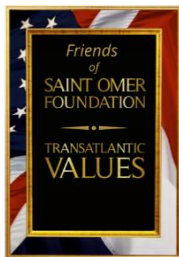
CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

complice de la naissance de ce qui deviendra, par la suite, la république la plus puissante au monde. Néanmoins, il s'agit là d'un prisme purement franco-français. En France, nous nous représentons volontiers la Révolution américaine à travers des images hautement symboliques et mobilisatrices : La Fayette, Rochambeau, les grandes batailles, ou encore la figure de Benjamin Franklin à Paris. Cette vision nourrit l'idée d'une hybridation des valeurs et des sentiments. L'historiographie a d'ailleurs consacré le concept de *sister revolutions* (révolutions sœurs), témoignant d'un discours officiel qui enrobe ces relations. Pourtant, la réalité historique vue des États-Unis, et encore perceptible aujourd'hui, est tout autre : à la lecture de leurs travaux et à l'écoute de leurs récits, l'indépendance s'est gagnée à la force de leur seul poignet. La contribution de la France se limite bien souvent à La Fayette dans la mémoire collective américaine. Je rentre précisément de Philadelphie, où j'ai visité le *National Constitution Center* (une grande institution muséale dédiée à la Constitution américaine) et où j'ai assisté à la projection de leur nouveau film à visée pédagogique, réalisé à l'occasion du 250^e anniversaire de l'indépendance des États-Unis. Bien que ce film retrace avec soin la guerre d'indépendance et l'édification de la République, il est saisissant de constater que la France n'y est jamais mentionnée, et que le drapeau français n'apparaît à aucun moment. Ce discours officiel opère ainsi une véritable invisibilisation.

C'est précisément ce paradoxe de la relation franco-américaine (à la fois incontournable et invisible) qui a nourri mes recherches sur la diplomatie franco-américaine. Que l'on examine l'année 1776 ou l'année 2026, ces deux époques se lisent en miroir. Elles révèlent le caractère profondément hésitant, voire contre-nature, de cette amitié franco-américaine. Au cœur de leur idéal se trouve le concept de liberté. Toutefois, il convient de comprendre que cet idéal n'est pas uniquement philosophique. C'est peut-être là que nous, Français, péchons par romantisme ou par excès de sentimentalisme. Pour les Américains, la liberté revêt une dimension politique, économique, morale et, en un mot, civilisationnelle ; elle devient pleinement fondatrice à partir de 1776. C'est la plasticité même de ce concept qui le rend si puissant aux yeux des Américains. La liberté est brandie comme une bannière pour justifier l'esclavage, légitimer l'expansion territoriale (et par conséquent le génocide amérindien), ou encore, dans un contexte beaucoup plus récent, pour défendre la non-divulgaration des feuilles d'impôts de Donald Trump ! La liberté est ainsi convoquée en toutes circonstances, tant dans ses dérives que dans ses expressions les plus nobles. En somme, la liberté constitue à elle seule le mythe des origines américaines.

Ce mythe si flexible exclut *de facto* la France. Admettre notre rôle briserait en effet le récit national de cette révolution construite sur le modèle « David contre Goliath » et altérerait l'idée d'une immaculée conception de la République américaine, qui doit sembler n'appartenir qu'à eux seuls. Pourtant, pour reprendre les termes d'Édouard-François, et quitte à se montrer provocatrice mais réaliste : sans les Français, l'indépendance américaine n'aurait pas eu lieu. Du moins, pas à cette échéance. Une indépendance réelle et conquise en 1783 était inenvisageable sans notre concours ; dès 1778, la guerre était déjà virtuellement perdue pour les insurgés. Il suffit pour s'en convaincre de lire la correspondance de George Washington, qui y exprime son profond désespoir quant à l'état de l'Armée continentale. L'apport français a donc été d'une importance capitale. Certes, l'indépendance aurait pu être acquise des années plus tard, mais en l'état actuel des forces de l'époque, la France a joué un rôle fondateur, essentiel et crucial. Le reconnaître ne relève pas du chauvinisme.

Les historiens s'accordent à dire que la Révolution américaine est le produit unique d'un monde interconnecté. En 1776, cette révolution est tout d'abord britannique dans ses fondements



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

philosophiques, s'inspirant principalement des Lumières écossaises et anglaises plus encore qu'européennes. Par la suite, en 1787, l'influence de Montesquieu devient prépondérante dans la conception des institutions.

C'est également une révolution atlantique par sa postérité et par l'écho qu'elle trouve dans les révolutions qui lui succèdent, en France, en Pologne, ainsi qu'à Haïti.

Enfin, comme je l'indiquais en introduction, elle est française dans sa matérialité, c'est-à-dire dans les conditions concrètes de sa réussite. La France constitue la véritable matrice de ce moment historique.

Ainsi, la relation franco-américaine ne naît pas initialement d'une communauté de valeurs, bien au contraire, et Guillaume l'a parfaitement démontré. Nous faisons face, à l'origine, à des oppositions idéologiques majeures. Il s'agit plutôt d'une convergence circonstancielle et temporaire d'intérêts, que la victoire américaine va ensuite pérenniser pour un temps.

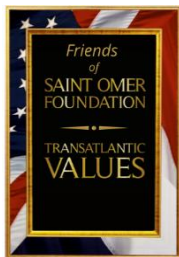
Certes, j'évoquerai vers la fin de ma présentation l'existence, à l'échelle individuelle, de sincères amitiés, voire de passions amoureuses. Des liens indéfectibles unissent Benjamin Franklin et Condorcet, ou George Washington et La Fayette. On observe également de véritables passions romanesques, à l'instar de Gouverneur Morris et d'Adélaïde de Flahaut, ou de William Short et Rosalie de La Rochefoucauld. Ces trajectoires personnelles sont incontestables. Néanmoins, ces destins individuels constituent la chair d'un récit global beaucoup plus froid, réaliste et pragmatique. C'est précisément la thèse que je développe dans mon ouvrage à travers le portrait de plusieurs figures que le temps imparti ne me permettra pas de détailler exhaustivement aujourd'hui, mais sur lesquelles nous pourrions revenir lors de notre débat.

Abordons à présent notre premier point : comment ces relations purement instrumentales se sont-elles muées en alliances politiques ? Par « instrumentales », j'entends des relations dictées par l'urgence stratégique du moment.

En mars 1776, le Comité de correspondance secrète, émanation du Congrès continental créé en 1774 pour organiser la rébellion, mandate son premier envoyé officieux. Cet émissaire a pour mission clandestine de convaincre la France d'entrer dans le conflit. C'est Silas Deane qui embarque alors pour la France, où il débarque en juin, avec pour objectif de démarcher le gouvernement de Louis XVI, et plus particulièrement son secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le comte de Vergennes. Permettez-moi de vous citer un extrait de ses instructions :

« C'est à la France [que le Congrès] s'adresse en premier, du fait que si nous nous approchons d'une séparation totale de la Grande-Bretagne, la France sera considérée comme la puissance dont il nous faut obtenir l'amitié et la cultiver. »

Obtenir l'amitié de la France est alors loin d'être acquis, et la cultiver s'avère tout aussi complexe. Pour filer la métaphore agraire, l'amitié française n'est aucunement endémique sur le continent nord-américain. Les élites coloniales britanniques ont en effet longtemps forgé leur identité politique, culturelle et religieuse en opposition directe à la puissance catholique française. Dans l'univers mental des colons britanniques du XVIII^e siècle, le catholicisme ne représente pas seulement une confession concurrente : il est intrinsèquement associé à l'absolutisme, au despotisme, à la corruption et à la décadence. Depuis la Glorieuse Révolution britannique de la fin du XVII^e siècle, l'anticatholicisme constitue l'un des piliers de la culture impériale. La crainte de prétendus complots « papistes » sert



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

alors à légitimer le nouveau régime protestant et à exclure durablement les catholiques de la vie politique, tant en métropole que dans les colonies. Ce langage anticatholique imprègne profondément les représentations collectives dans les treize colonies, particulièrement à la veille de l'insurrection. En 1771, par exemple, John Adams affirme que l'affaiblissement des « barrières contre le papisme » menace directement les libertés fondamentales des sujets britanniques.

Les tensions s'accroissent dramatiquement en 1774 avec ce que les colons qualifient de *Intolerable Acts* (les lois intolérables). Parmi elles figure le *Quebec Act* (l'Acte de Québec), par lequel Londres reconnaît officiellement le catholicisme dans cette province nouvellement conquise. Pour les colons britanniques, cette mesure est perçue comme un affront majeur à leur liberté religieuse. On peut certes y déceler une forme de paranoïa de la part de populations déjà largement exaspérées par des contraintes économiques pesantes. Quoi qu'il en soit, ils voient dans cette loi la preuve irréfutable que Londres tente d'étendre l'influence catholique afin d'instaurer un pouvoir arbitraire en Amérique du Nord. Dans les pamphlets, les assemblées et les tavernes circule ainsi l'idée d'un vaste complot visant à imposer le papisme. Une autre figure de premier plan, Alexander Hamilton, dénonce alors l'Acte de Québec comme une menace directe contre les libertés anglaises que les colons revendiquent.

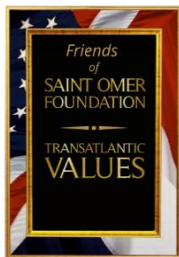
Du côté de Versailles, la perspective est tout aussi complexe. Pour la monarchie française, soutenir en 1776 une insurrection de sujets révoltés contre leur souverain, bien qu'il s'agisse d'une Couronne concurrente, demeure profondément problématique. Louis XVI se trouve tiraillé entre le désir d'affaiblir l'Empire britannique, prenant ainsi la revanche que son grand-père Louis XV n'avait pu obtenir, et la réticence à soutenir des insurgés qui se réclament dès 1776 de principes républicains, incompatibles avec les fondements de la monarchie française. C'est le comte de Vergennes qui s'emploie à dénouer ce nœud stratégique et à faire pencher la balance, lui qui plaide depuis déjà deux ans en faveur d'un soutien aux colons.

Pour illustrer le poids de ces préjugés initiaux, j'aime citer le témoignage particulièrement éloquent d'Elkanah Watson, un marchand américain venu en France pour ses affaires. Au cours de ses voyages, il consigne ses impressions sur l'absurdité de l'éducation qu'il a reçue dans les colonies. Il écrit ainsi : « On nous apprend dès l'enfance que les Français mangent des grenouilles, font de la soupe avec des os usés et sont un peuple à moitié affamé, que leur politesse se réduit à des cérémonies et aux grimaces du singe. » Elkanah Watson y perçoit une profonde ironie : confronté aux faits, il constate que la réalité dément ces croyances, que les Français ne se nourrissent pas de débris d'os et que l'on vit fort bien en France. Il en vient à questionner la neutralité de cet anticatholicisme obsessionnel.

Quoi qu'il en soit, pour la majorité des contemporains, qu'ils soient américains ou français, une alliance apparaît alors comme une construction contre-nature qui ne s'impose nullement d'elle-même.

La figure de George Washington illustre parfaitement ce postulat. Lorsque nous évoquons Washington aujourd'hui, nous voyons en lui l'allié indéfectible, le héros de la guerre d'indépendance et le compagnon d'armes du marquis de La Fayette. Pourtant, au milieu du XVIII^e siècle, sa perception est radicalement différente. Pour les Français de cette époque, Washington n'est pas un allié familier ; son nom est au contraire associé à un retentissant scandale diplomatique et militaire : l'assassinat du lieutenant de Jumonville. Washington est alors considéré à Paris comme le nom d'un assassin.

L'affaire éclate au printemps 1754. Un détachement français, non armé et investi d'une mission diplomatique, progresse dans la vallée de l'Ohio. C'est là que patrouille Washington, alors âgé de vingt-



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

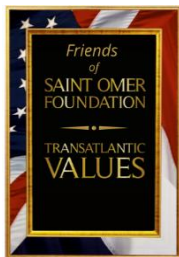
deux ans, à la tête d'une petite garnison secondée par des guerriers amérindiens. À la suite d'une escarmouche, des coups de feu sont échangés et Jumonville est militaire blessé. Alors que ce dernier s'apprête à donner lecture de son mandat diplomatique, il est exécuté. Si l'on a d'abord attribué le geste à Washington lui-même, l'officier fut en réalité abattu à coups de tomahawk par un chef amérindien. Néanmoins, la responsabilité politique de l'acte incombe à Washington. Capturé peu après par les Français lors d'une opération de représailles, il en subit les conséquences directes et se voit contraint de signer un acte de capitulation rédigé en français dans lequel il admet, sans le comprendre, avoir commis cet « assassinat ». Le retentissement de ce scandale est immense et constitue l'un des déclencheurs de la guerre de Sept Ans. Il s'agit d'une provocation majeure à la frontière des Appalaches, zone mal définie où s'affrontent la volonté d'expansion des colons et la stratégie d'encerclement des Français. Cet épisode démontre bien qu'il n'existait aucune prédestination à l'amitié entre nos deux peuples.

J'en viens à ma deuxième partie, que j'intitule « Un opportunisme éclairé : l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Pour les Américains, la nécessité géopolitique d'une alliance militaire et commerciale officielle s'impose dès le printemps 1776. John Adams, qui est pourtant le plus réticent à l'idée d'une alliance avec la France, doit se rendre à l'évidence ; seule la Couronne de France possède l'envergure nécessaire pour s'opposer à la puissance britannique. Paris dispose en effet d'une flotte d'importance, patiemment reconstruite sous l'impulsion du duc de Choiseul depuis les années 1760. Bien qu'elle ne soit pas encore pleinement opérationnelle en 1776, sa modernisation est en excellente voie, ce que les insurgés n'ignorent pas. Adams résout donc de démarcher la France, tout en posant des conditions strictes que je cite :

« Il ne faut en aucun cas se soumettre à son autorité, ne recevoir ni gouverneur, ni officier qu'elle enverrait. Nous n'accueillerons pas ses troupes. Un traité est envisageable pour accueillir ses navires dans nos ports, et nous attendrons d'elle qu'elle s'engage à accueillir les nôtres dans les siens, à nous fournir des armes, des canons, du salpêtre et de la poudre. »

Pour Adams, seule une relation de stricte réciprocité est envisageable avec l'adversaire d'hier. Sa conception de l'alliance exclut tout sentimentalisme. Le rapprochement est dicté par des impératifs matériels, logistiques et économiques, les colonies ayant un besoin vital d'un partenaire commercial d'envergure.

Cet équilibre économique et commercial est indispensable aux treize futurs États s'ils espèrent consolider une indépendance véritable et prospère. C'est précisément par le biais de ces traités, de cette alliance à la fois marchande et militaire, que l'Amérique va bâtir son influence sur la scène internationale. Le commerce s'impose ici comme le véritable nerf de la guerre. Face à de tels impératifs géopolitiques, l'antagonisme culturel majeur que représentait le « papisme » des Français est relégué au second plan. Pour accélérer les négociations, le Congrès dépêche alors Benjamin Franklin et Arthur Lee afin de prêter main-forte à Silas Deane. Dès l'année 1775, comme je l'évoquais précédemment, le comte de Vergennes subventionne secrètement Beaumarchais. Par le biais d'une société écran, la maison *Rodrigue Hortalez et Cie*, l'objectif est de duper les Britanniques et de masquer le fait que les fonds de la Couronne sont directement versés aux insurgés. Beaumarchais sert ainsi d'intermédiaire logistique, se procurant armes, munitions et équipements qu'il fait acheminer aux Américains via son propre réseau d'armateurs et de négociants. Il faudra pourtant plusieurs mois d'efforts constants à Vergennes pour faire basculer la position de Louis XVI. Si la proclamation d'indépendance de 1776 constitue un premier jalon encourageant pour Versailles, elle demeure insuffisante. Le roi n'est pas



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

encore prêt à engager la puissance d'un royaume dont les finances, je le rappelle, sont au plus bas et la dette abyssale. De surcroît, les quatre autres ministres du cabinet royal se montrent résolument hostiles à l'entrée en guerre.

Il est d'ailleurs piquant de constater qu'alors que nous célébrons aujourd'hui le 250^e anniversaire de l'indépendance américaine, la France n'était pas encore pleinement engagée à leurs côtés en 1776. La mémoire collective tend à télescoper les événements, mais en réalité, l'Alliance officielle se fera attendre encore deux ans. C'est une victoire militaire majeure des insurgés qui va définitivement convaincre Louis XVI de signer : la bataille de Saratoga, en octobre 1777.

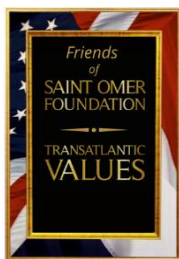
Dans la foulée de cet événement, Vergennes convoque immédiatement le triumvirat américain, Deane, Franklin et Lee, pour engager des négociations officielles et acter le déploiement des troupes françaises. Quelques mois plus tard, le 6 février 1778, le traité d'alliance est enfin signé. Il convient donc de bien distinguer la rupture politique de 1776 et la concrétisation diplomatique de 1778.

Au-delà de l'action de Beaumarchais, je souhaiterais, dans le temps qu'il me reste, aborder la troisième partie de mon propos. Elle s'attache à analyser comment ce qui a débuté comme une opération purement logistique a fini par produire une véritable communauté de valeurs. Pour ce faire, nous devons quitter le grand récit macro-historique pour observer la trajectoire des individus.

Lors de mes récentes recherches à Philadelphie, au sein des archives de l'American Philosophical Society, j'ai lu une lettre particulièrement éclairante écrite en 1779 par Charles Carroll, à l'adresse de Benjamin Franklin. C'est une heureuse coïncidence chronologique avec notre rencontre d'aujourd'hui. Il y écrit, en français dans le texte :

"I have seen some pretty French verses Le voilà ce mortel, written under your picture: by this and many other things, [I see] that you are much in mode at Paris. And as that is said to be everything there, it is a good prognostic of your political success. To tell you the truth, we begin to be a little out of humor at their delay."

Derrière la flatterie fraternelle, on perçoit l'agacement de l'Américain face aux lenteurs des maisons de Bourbon, de la France et de l'Espagne. En 1779, bien que l'engagement de la France soit officiel, les forces françaises n'ont pas encore remporté de victoire militaire éclatante sur le théâtre américain, une victoire qui viendrait enfin légitimer, aux yeux des Américains, la réalité de cette alliance. Cette attente suscite une réelle frustration chez M. Carroll. À la lecture de ce passage, j'ai eu l'illusion de lire les mots d'un Français s'adressant à Franklin. Pourtant, comme le soulignait Guillaume précédemment, les insurgés demeurent fondamentalement des Britanniques. Même au plus fort de la rébellion, ils se réclament du droit anglais et de leur allégeance à la Couronne. Ils se révoltent non pas pour rejeter leur identité, mais pour faire valoir des droits constitutionnels qu'ils estiment bafoués. Il est d'ailleurs essentiel de préciser la nature de cette rupture : contrairement aux décolonisations des XIX^e et XX^e siècles, les insurgés d'Amérique ne cherchent pas à détruire un modèle, mais à le sauver. Ils admirent profondément la Constitution anglaise et aspirent à en répliquer les vertus. La fracture avec Londres ne relève pas d'un rejet de la culture britannique, mais d'une profonde crise de gouvernance politique. Les colons reprochaient à la métropole de ne pas appliquer ses propres principes constitutionnels à ses sujets d'Amérique. En fondant leur nouvel État, leur objectif premier était de bâtir des institutions garantissant que le droit public et les principes constitutionnels seraient, cette fois, scrupuleusement respectés. Néanmoins, en analysant la correspondance de Carroll, on perçoit une fascinante porosité



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

culturelle. Au-delà de l'usage de la langue française, sa manière de percevoir Benjamin Franklin, de le dépeindre comme une icône dont il comprend et partage l'esprit, témoigne d'une véritable acculturation à la sensibilité française de l'époque.

Permettez-moi à présent d'effectuer un saut dans le temps pour aborder les développements que je détaille plus amplement dans mon ouvrage, à savoir les relations épistolaires entre George Washington et Louis XVI, et leur amitié. Dès 1788, bien qu'il ne soit pas encore élu à la présidence, Washington suit avec une attention soutenue les premiers soubresauts qui agitent la France. C'est à partir de 1789 que s'instaure une véritable diplomatie de chef d'État à chef d'État.

Cette même année, Gouverneur Morris arrive à Paris. Il ne dispose d'aucun mandat diplomatique officiel ; sa démarche est purement privée, motivée par ses activités de financier et de spéculateur. Morris est un intime de Washington, qui lui voue une confiance absolue. Grâce aux rapports réguliers de Morris, le président américain va pouvoir suivre au plus près l'évolution de la Révolution française. Les deux hommes partagent un pragmatisme très militaire : quelles que soient les forces en présence, la priorité absolue reste la défense des intérêts de leur nation, loin de tout idéalisme ou sentimentalisme. Pourtant, l'analyse de la correspondance directe entre Washington et Louis XVI se révèle fascinante, car le sentiment y resurgit de manière éclatante. En 1792, Washington réaffirme solennellement son affection envers le monarque, employant explicitement le terme d'« amitié ». Quelques mois plus tôt, en septembre 1791, Louis XVI lui avait annoncé avoir accepté la Constitution. Bien que Washington soit parfaitement informé par Morris des dérives et des tensions du processus révolutionnaire, il se réjouit de voir le roi maintenu à la tête de l'État avec son nouveau statut de roi des Français.

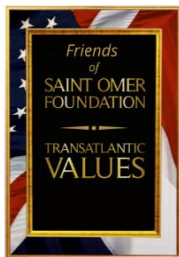
Pour conclure, je souhaite vous donner lecture d'un bref extrait de cet échange épistolaire. En septembre 1791, Louis XVI écrit ainsi à Washington :

Il est de notre devoir de vous informer que nous avons accepté la Constitution qui nous a été présentée au nom de la nation, et selon laquelle la France sera désormais gouvernée. Nous ne doutons point que vous portiez intérêt à un événement d'une si grande importance pour notre royaume et pour nous-mêmes ; et c'est avec un véritable plaisir que nous saisissons cette occasion pour vous renouveler l'assurance de la sincère amitié que nous vous portons. Sur quoi, nous prions Dieu de vous avoir, très chers, grands amis et alliés, en sa juste et sainte garde. Votre bon ami et allié

La réponse de George Washington survient en 1792 :

Très grand, bon, cher ami et allié,

Je reçois, comme une nouvelle marque d'amitié envers les États-Unis, la lettre par laquelle vous m'informez que vous avez accepté la Constitution qui vous a été présentée au nom de votre nation, et selon laquelle elle sera désormais gouvernée. En cet événement si important pour votre royaume, et si honorable pour vous-même, veuillez accepter l'expression de mes sincères félicitations, ainsi que les sentiments du Sénat et des Représentants des États-Unis, exprimés dans les résolutions ci-jointes. Nous avons suivi, avec la plus amicale sollicitude, les mouvements de votre nation pour l'affermissement de son bonheur ; nous avons contemplé ce grand spectacle avec les mêmes sentiments qui animèrent ceux qui, eux-mêmes, traversèrent de semblables périls. C'est donc avec une satisfaction sincère que nous avons vu cette nouvelle occasion proclamer Votre Majesté, pour la seconde fois, comme l'ami et le protecteur des droits de l'humanité. Que vous-même, votre famille et votre peuple puissent enfin



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

goûter, sous l'édifice que vous venez d'achever, la liberté, le bonheur et la sécurité, sera notre prière constante. Et que Dieu vous ait toujours, grand et cher ami et allié, en sa sûre et sainte garde.

Écrit à Philadelphie, ce quatorzième jour de mars 1792, et de notre indépendance, la seizième année.

Votre fidèle ami et allié

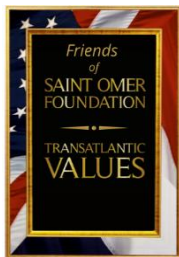
Le président américain multiplie à son tour les marques d'égards, laissant transparaître une marque de sincérité dans l'expression de ces sentiments. Pourtant, l'année 1793 marque une rupture brutale. Lorsque Louis XVI est exécuté, Gouverneur Morris est toujours à Paris, investi cette fois du mandat officiel de ministre plénipotentiaire. Washington est donc parfaitement informé des soubresauts de la Révolution française. Face à l'avènement de la Terreur et à l'embrasement européen, le président américain fait le choix stratégique d'une stricte neutralité. Les États-Unis ne s'engageront pas dans le conflit et ne s'allieront pas aux puissances coalisées pour tenter de sauver ou de rétablir la monarchie française. Washington instruit d'ailleurs Morris de traiter systématiquement avec les gouvernements successifs ; une tâche qui s'avère particulièrement complexe tant l'instabilité politique à Paris est alors grande. Cette confusion institutionnelle finit par obscurcir la lisibilité diplomatique pour les Américains, qui feignent de ne plus savoir auprès de quelle autorité légitime ils doivent honorer leur dette financière. C'est ici que le pragmatisme américain se manifeste de manière flagrante, pour ne pas dire cynique : arguant que les fonds avaient été personnellement prêtés par Louis XVI et que le souverain est mort, le gouvernement américain suspend ses paiements. Pourtant, les Américains ne portent pas secours à leur bienfaiteur : les intérêts des nations dépassent les individus.

Je vous remercie pour votre attention.

EFL : Merci Émilie. Il est en effet important d'insister sur le fait que les Américains de l'époque se sentent britanniques. Ainsi, leur indépendance ne ressemble pas à celle de nos colonies. Ils étaient anglais. Et leur critique des Anglais relevait de la philosophie politique : nous admirons la Constitution anglaise, nous voulons la répliquer. Mais cette Constitution était fondée sur des principes, et ces principes ont été enfreints vis-à-vis des Anglais d'Amérique. Ils vont donc s'engager à construire un État modèle qui garantira que les principes constitutionnels seront toujours appliqués.

Mais insistons aussi sur l'ambition des Pères fondateurs. L'Amérique de l'époque comptait moins de 3 millions de citoyens, les Français plus de 20 millions. Or, d'une part, ils avaient l'idée de concevoir un modèle devant avoir un impact universel et, d'autre part, de faire en sorte que cette nouvelle relation avec la France se fasse d'égal à égal sans tomber dans une nouvelle dépendance. D'une certaine manière, ce qui continue à nous rapprocher, c'est un peu cette utopie universelle : des pays qui pensent avoir quelque chose à démontrer au reste du monde !

Pour en revenir à Gouverneur Morris, on peut faire un lien avec C. Carroll et son rejet de la politique politicienne. En effet, C. Carroll s'est opposé à son ami Jefferson car il anticipait « qu'il ne serait pas un président pour toute l'Amérique, mais seulement de son parti ». De même, lors d'un dialogue entre Jefferson et Morris alors en France, le premier lui fait remarquer : « Vous êtes un représentant d'une république, vous êtes à la Cour de France et vous êtes devenu le conseiller implicite de Louis XVI, vous participez à la prolongation de la monarchie, or vous êtes là pour promouvoir la République. » Morris savait qu'il était républicain et lui a répondu : « Il y a un temps pour tout. La France n'est pas mûre pour passer à l'étape républicaine. Il faut qu'elle passe par une étape intermédiaire, celle de la monarchie constitutionnelle » ! Quel bon sens politique, dépassant l'idéologie pour privilégier la culture des



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

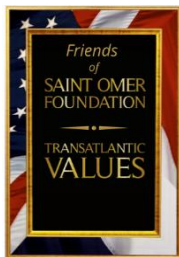
peuples ici et maintenant. La France se cherche encore au milieu du gué, et l'Amérique, malgré ses tentations répétées d'imposer la démocratie sans succès au reste du monde, ressent elle-même des tensions vis-à-vis de son propre modèle d'adaptation de la démocratie à un monde plus diversifié et qui fait face aux défis de la 4e révolution industrielle, celle du numérique.

Introduire cette culture humaniste dans la politique comme le faisait C. Carroll reste en effet essentiel. C'est la mission de la fondation. Même la « rhétorique » de l'amitié franco-américaine doit nous y aider. C'est par exemple le cas avec nos amis de la *French Heritage Society*. Cultiver cette amitié à travers le patrimoine historique français, un patrimoine qui nourrit un certain système de valeurs qu'il faut entretenir et protéger car il donne aussi un sens au présent. Cela se fait aussi à travers la *French American Foundation*, une amitié qui se cultive davantage à travers les liens économiques et politiques.

Question d'un participant : Je découvre ce personnage de C. Carroll. Je connaissais la station de métro Carrollton sur la ligne de Washington à Annapolis, la dernière avant Annapolis. Il me semble que CC est plus libéral au sens français et assez emblématique de l'école de pensée qui a élaboré la Constitution américaine avec des mécanismes visant à empêcher les débordements de ce qu'il appelle « *the mob* », la foule, celle des grands électeurs, pour encadrer par une aristocratie qui ne dit pas son nom une population moins éclairée ?

Par ailleurs, je souscris assez à la thèse d'Émilie Mitran sur l'amitié rhétorique. C'est le vieux fonds anglo-saxon. C'est un peu le message de Charles d'Angleterre au Congrès : « Cher président Trump, sans nous, vous parleriez français ! ». Mais il y a aussi cette dimension psychologique qui fait que quand on a une dette, on a du mal à la reconnaître. Les Américains, concrètement, se sont déliés de leur dette financière à l'égard de la France. Puis ce sont peut-être aussi les errements de Napoléon III et notamment son soutien un peu léger... peut-être inconsidéré, aux confédérés versus l'Union ; puis enfin, fin XIXe et début XXe siècle, la germanisation de l'Amérique ?

G. Pruvost : Vous ne croyez pas si bien dire. Charles Carroll avait une peur bleue de la démocratie au sens anarchique du terme. Il avait très peur de la foule, à un tel point que lorsqu'il a fallu refonder les institutions du Maryland après la Révolution, il a été à l'origine de la création du Sénat du Maryland, avec un système de grands électeurs qui pourraient être élus au sein d'une petite caste aristocratique terrienne et aisée, censée partager une certaine culture humaniste dépassant les tentations de manœuvres politiciennes. Un système qui a ensuite inspiré la création du Sénat américain. Et donc, il fait partie exactement de cette aristocratie éclairée qui, certes, souhaite la liberté, mais ne veut pas aller vers la démocratie pleine et entière, au sens de risque anarchique ou de « *mob* ». Et il a toujours eu ce rapport un peu hiérarchique avec les populations et ce pragmatisme politique et modéré, prêt à des concessions pour consolider la révolution. Ainsi, quand, après les concessions, ils ont vu que la révolution était consolidée, ils ont fait marche arrière sur certains principes de gouvernance pour éviter les dérapages trop politiques. Ce pragmatisme était aussi appliqué en matière économique puisque, lorsque les canaux économiques avec l'Angleterre se coupent, lui qui était un grand planteur, exportait du tabac et faisait venir des marchandises européennes pour s'identifier au style de vie européen, fait basculer toutes ses affaires en France, vers Nantes, qui était l'un des ports d'entrée les plus importants de la Révolution américaine. Puis il a rebasculé de Nantes à Londres sans aucune amertume vis-à-vis des Français. En ce qui concerne ses relations avec Benjamin Franklin, ils s'entendaient très bien puisqu'ils ont parcouru ensemble des kilomètres pour, mandatés par le Congrès, aller convaincre les colonies canadiennes de se rallier à la Révolution américaine. En effet, il a été sélectionné parmi quatre membres de la commission canadienne parce qu'il était catholique et qu'il parlait français, en



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

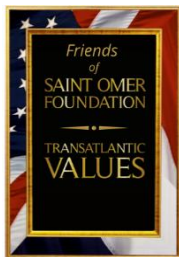
compagnie de son cousin John (qui était rentré d'Europe, est devenu le premier évêque des États-Unis et a fondé l'Université de Georgetown), de Benjamin Franklin et de Samuel Chase, un ami de Charles et également Père fondateur du Maryland, mais avec qui il a fini par se brouiller.

Émilie Mitran : Oui, véritablement, le lien continue de s'affaiblir pour des raisons diverses. Et je reviens sur la première partie de vos remarques. Avec Adams, qui est à l'origine du traité, c'est lui qui l'a soumis au Congrès pour le faire voter, l'amender et l'envoyer pour négociation en France. Une fois que ces traités sont signés, Adams est exaspéré d'avoir à traiter avec les Français, comme Carroll en particulier pour le commerce, puisqu'ils n'en sont pas satisfaits : les Américains veulent un libre-échange avec la France. Le tabac, par exemple, est monopolisé par la Ferme générale, ce qui empêche la liberté du marché de fluctuer, de faire jouer la concurrence, etc. Les Américains se sentent vraiment dans un carcan. Dès qu'ils vont pouvoir à nouveau faire du commerce, et cela va être très rapide avec les Anglais, ils vont le faire. Ce qui, finalement, va laisser à Vergennes un goût très amer de tous ces sacrifices pour si peu de reconnaissance. Et dans les années 1780, j'ai plusieurs lettres entre Adams et Vergennes au sujet de cette dispute peu connue. Il y a vraiment une joute verbale et épistolaire fascinante dans le sens où Adams n'a aucun filtre. Adams n'hésite pas à envoyer bouler, pour le dire très simplement, Vergennes, sans... exprimer de reconnaissance. Ce qui peut être assez surprenant. Alors, encore une fois, est-ce bien ou mal ? C'est le pragmatisme américain qui défend ses intérêts coûte que coûte. Et si les Français qui ont fait ces sacrifices ne sont pas contents, ce n'est pas le problème de l'Amérique. Puis, comme président, il ne fait pas dans le sentiment : pas de nostalgie pour Rochambeau, pour l'amiral de Grasse ou même pour La Fayette. Non, ce qui compte, ce sont encore une fois les États-Unis, leur prospérité et leurs intérêts.

EFL : La question de la germanisation américaine est importante. En effet, lors d'une conférence avec Stanislas de Laboulaye, dont l'arrière-grand-père a été à l'origine de la Statue de la Liberté vers 1870, inaugurée vers 1882, ce symbole qui paraît aujourd'hui constant de cette amitié franco-américaine n'était alors pas une évidence. La France venait d'être battue en 1870, puis c'était la Commune. Laboulaye faisait de ce symbole une sorte d'acte politique contre Napoléon III et était fasciné par la qualité de la Constitution américaine dont il rêvait de s'inspirer pour la France. Courant mars 1776, les Américains ne regardaient plus la France mais l'Allemagne enfin puissante, tandis que la France était en révolution. Donc, pour ce grand projet, aucun soutien politique ni financement... sauf une grande souscription privée très suivie par le peuple américain qui, lui, se souvenait de la France !

Autre question : Monsieur Pruvost, vous nous avez parlé d'un enfant arrivé à 11 ans, mais pas tout seul puisqu'il est dans un collège. Que sont devenus les autres élèves ? Est-ce que leur groupe perdure ? Est-ce que Charles Carroll est celui qui émerge et qui entraîne les autres dans des fonctions américaines importantes ? En est-il le leader ? La deuxième question est pour Madame. Il y a eu un moment, sous le Premier Empire, où l'Amérique était neutre ou amie avec les Anglais, puis, en 1812, ils sont entrés en guerre contre l'Angleterre avec nous. C'était encore une manifestation de l'amitié ?

EM : Oui, une guerre qui dure trois ans. Et qui est un conflit un peu mou, malgré l'incendie de Washington, déclenché à nouveau par le commerce et les droits de commerce entre Anglais et Américains. Ce n'est pas une guerre très passionnante ; elle est aussi une sorte de tache dans le mandat de Madison, « *Madison's War* », déclenchée bille en tête pour pas grand-chose. Donc, une manifestation de l'amitié franco-américaine ? À nouveau, je répondrai par la négative. Simplement, peut-être, une opportunité de récupérer une part de ce commerce.



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

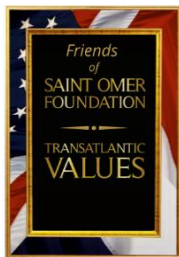
GP : Sur Carroll et les enfants du Maryland, vous avez utilisé le terme « leader ». Il avait été utilisé également dans la correspondance par le tuteur de Charles, où il disait à son père : « Charles a un parcours satisfaisant, il est 4e ou 5e de sa classe, mais il n'est pas encore un leader. » Et en fait, dans ce petit groupe-là, Charles n'a jamais été le leader. Il était plutôt réservé et effacé, même chétif. Certains pensaient même qu'il ne vivrait pas très longtemps. Lui-même disait : « J'ai une faible constitution, je ne vivrai pas longtemps. » Bon, il est mort à 95 ans ! Donc, il n'a pas été ce leader immédiatement. Il l'est devenu par la force des choses, grâce à son assimilation d'une éducation basée sur l'écoute, le compromis et la recherche du bien commun. Quant au groupe de jeunes du Maryland, je connais bien le destin de son cousin John, évidemment, qui est devenu évêque. Quatre sont devenus présidents de Georgetown, son autre cousin Daniel a signé la Constitution puis a participé directement à la construction de la ville de Washington. Des recherches complémentaires sont prévues pour mieux comprendre ce qui est advenu des autres.

EFL : En ce qui concerne C. Carroll et son leadership qui a été avéré et reconnu, le mystère est qu'après sa mort, il est sorti de l'histoire. À sa mort en 1832, il était le dernier des Pères fondateurs et l'Amérique a fait trois jours de deuil, ce qui n'avait été fait que pour G. Washington ! Donc, un de nos objectifs est de voir comment toute cette épopée audomaroise devrait sortir de l'oubli et revenir dans l'histoire.

Autre question : une question contemporaine et un peu farfelue : Charles Carroll, s'il existait aujourd'hui, quelle serait sa position par rapport... puisqu'on a beaucoup parlé du catholicisme du Vatican, du pape américain d'origine française exprimant une vision critique sur l'intelligence artificielle. C'est totalement anachronique, mais par ailleurs, qu'est-ce que cela aurait pu inspirer par rapport aux tensions entre le président et le pape ? Quelle est la perception d'un certain nombre de membres de la société américaine, compte tenu de cette histoire ?

EFL : Dans notre cycle autour de Carroll et l'indépendance, nous chercherons à traiter ce genre de questions : que sont devenues ces valeurs fondatrices aujourd'hui ? Que penser d'une sorte de rejet de la politique ? Philippe Étienne viendra partager en fin d'année sa réflexion sur les valeurs de l'indépendance revues au XXI^e siècle. Mais un début de réponse, non pas sur Charles Carroll, mais sur John Carroll : ce qui est intéressant, c'est que John Carroll est arrivé comme jésuite et est le premier évêque proposé non par le pape, mais par la communauté, et c'est sur cette base que le pape a ratifié !

EM : Je rebondirai là-dessus en disant que c'est très symptomatique de ce qu'est le catholicisme américain à cette époque. C'est qu'ils étaient catholiques, ils acceptaient l'autorité du pape, mais ils essayaient de s'en éloigner le plus possible, parce qu'on a parlé du papisme. Affirmer l'autorité du pape de façon vraiment ouverte et publique, c'était se mettre une cible dans le dos : un ennemi de la liberté anglo-américaine. Au sujet de John Carroll, un événement corrobore ce que dit Édouard : c'est le père de Charles, qui était très influent dans la communauté catholique du Maryland. Or, quand l'Église voulut nommer un vicaire général, un vrai représentant de Rome, Charles Carroll d'Annapolis leur dit : « Ne faites surtout pas ça, laissez-nous gérer, laissez-nous faire, nous avons notre foi catholique, ne venez pas mettre le projecteur sur notre petite communauté. » Cela vient des événements qui découlent de la Glorieuse Révolution, où les catholiques, notamment du Maryland, qui étaient minoritaires mais en position de pouvoir, se sont fait chasser du pouvoir politique par cette Glorieuse Révolution au profit des protestants, avec la menace de se faire confisquer les terres et de tout perdre. Et donc, il y a cet ancrage qui est vraiment dans l'esprit des catholiques du Maryland de dire : « Laissez-nous faire, nous sommes catholiques mais nous restons discrets. » Alors, si on faisait de



CONVERSATIONS TRANSATLANTIQUES
Cycle Charles Carroll America 250
Aux sources françaises de l'idéal américain
Émilie Mitran et Guillaume Pruvost
27 mai 2026 Paris

l'anachronisme, est-ce qu'il serait aligné sur les positions du vice-président J.D. Vance, converti au catholicisme et qui contredit publiquement le pape ? Ou serait-il aligné sur le catholicisme de Joe Biden ?

EFL : Sur Joe Biden, nous avons communiqué car, lors de son investiture, il y a eu deux clins d'œil qui nous intéressaient. D'une part, il a prêté serment sur une Bible personnelle ; cette Bible était la Bible de Douai, première Bible traduite en anglais, éditée dans cette université où avait étudié le grand-père de C. Carroll. L'autre clin d'œil venait du fait qu'il a prêté serment devant un jésuite qui s'est référé à John Carroll, lequel avait rempli ces mêmes fonctions lors du serment de G. Washington !

Voici donc la fin de cette conférence d'ouverture de ce cycle sur l'indépendance américaine vu du riche passé américain de Saint-Omer. Les prochaines conférences se tiendront à Saint-Omer et nous terminerons à Paris avec Philippe Étienne par une réflexion sur la démocratie d'aujourd'hui à la lumière des valeurs héritées de l'Indépendance américaine.

La Fondation s'appuie sur le soutien de mécènes et sur le dynamisme des membres de l'Association des Amis de la Fondation. Pour soutenir cette amitié franco-américaine, en plus des conférences, nous accompagnons des voyages scolaires sur les pas de l'odyssée Carroll et recevons à Saint-Omer des stagiaires de *Georgetown University*. Puis, nous allons financer une seconde statue de C. Carroll pour l'installer dans le Maryland, la première étant à Saint-Omer, et marquer ainsi le lien entre nos pays. Cette tradition d'amitié franco-américaine perdure à travers les élèves de Saint-Omer et de Georgetown.

Merci d'être venus ici ou en visio, et à bientôt.

EF de Lencquesaing